

ASSEMBLÉE NATIONALE

17 mai 2024

RÉFORME DE L'AUDIOVISUEL PUBLIC ET SOUVERAINETÉ AUDIOVISUELLE - (N° 2621)

| | |
|--------------|--|
| Commission | |
| Gouvernement | |

AMENDEMENT

N° 8

présenté par

M. Caron, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Carrière, M. Chauche, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Corbière, M. Coulomme, Mme Couturier, M. Davi, M. Delogu, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Etienne, M. Fernandes, Mme Ferrer, Mme Fiat, M. Gaillard, Mme Garrido, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hignet, Mme Keke, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Laisney, M. Le Gall, Mme Leboucher, Mme Leduc, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Pascale Martin, Mme Élisabeth Martin, M. Martinet, M. Mathieu, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Quatennens, M. Ratenon, M. Rome, M. Ruffin, M. Saintoul, M. Sala, Mme Simonnet, Mme Soudais, Mme Stambach-Terre-noir, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé, M. Vannier et M. Walter

ARTICLE 4

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Par cet amendement de suppression en coordination avec ceux déposés sur les articles précédents, le groupe LFI-Nupes réaffirme son opposition au projet de holding puis de fusion des entités de l'audiovisuel public "France Médias".

L'examen de cet article de coordination est l'occasion de rappeler que le projet de holding et de fusion n'est pas à la hauteur des enjeux de préservation d'un audiovisuel public indépendant et fort capable d'exercer de façon efficace ses missions de service public. Il ne répond ni aux préconisations de la plupart des spécialistes du secteur, ne prend pas en compte leur opposition ni ne répond aux ambitions budgétaires affichées - puisque la création d'une holding ne conduira pas nécessairement à la réalisation d'économies. En revanche, ce qui est certain, c'est qu'elle conduira à une politisation accrue de l'audiovisuel public - avec un risque de retour à l'ORTF - un alourdissement néfaste du processus décisionnel.